Éditorial

Les violences sexuelles au cœur de l'intime

Didier Lett, Sylvie Steinberg, Fabrice Virgili et Camille Noûs

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/clio/18646>

DOI : 10.4000/clio.18646

ISSN : 1777-5299

Éditeur

Belin

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2020

Pagination : 7-19

ISSN : 1252-7017

Référence électronique

Didier Lett, Sylvie Steinberg, Fabrice Virgili et Camille Noûs, « Éditorial », *Clio. Femmes, Genre, Histoire* [En ligne], 52 | 2020, mis en ligne le 19 avril 2021, consulté le 05 décembre 2022. URL : <http://journals.openedition.org/clio/18646> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/clio.18646>

Éditorial

Les violences sexuelles au cœur de l'intime

Didier LETT, Sylvie STEINBERG & Fabrice VIRGILI
Avec Camille NOÛS

Prendre pour objet d'étude la violence sexuelle, c'est d'emblée se confronter à plusieurs problèmes de définition. Aucun mot ne suffit à le circonscrire, d'où notre choix de titre, trois verbes : abuser, forcer, violer. Chacun de ces termes est tour à tour trop restrictif car il n'évoque pas l'ensemble des violences considérées comme sexuelles, et trop général car il s'applique à d'autres violences ou transgressions – on peut abuser de la confiance de quelqu'un, forcer un coffre, violer une frontière. C'est sans doute l'une des caractéristiques du lexique de la violence sexuelle, et plus généralement de la sexualité, que d'être marqué par la banalité, d'avoir des contours flous, et de jouer sur l'euphémisation et le double sens¹. Beaucoup d'autres verbes apparaîtront dans les pages qui suivent : rapter, séduire, attenter, corrompre, ou encore exercer une emprise, blesser la pudeur, connaître charnellement et prendre sans consentement – ainsi que leurs équivalents dans d'autres langues, à commencer par le latin. Étudier la violence sexuelle, c'est nécessairement traquer l'emploi de ces mots dans la documentation historique, reconstituer leur trajectoire sur la longue durée, en noter les changements de sens et de connotation. De

¹ Bozon 1999. Sur les mots dans la documentation de l'époque moderne, Gaudillat Cautela 2006.

raptus à rapt et *rape*, de *vis* à violence et violer, d'*attentare* à atteinte et attentat, les vocables ont connu, suivant les époques et les contextes d'énonciation, des évolutions notables, des éclipses et des remplois que les différents articles du numéro permettront de repérer, pour peu qu'on les lise de façon transversale.

La revue *Clio FGH* a déjà traité de la violence sexuelle, consacrant une grande part du numéro 39 aux viols en temps de guerre, au sein d'une réflexion plus générale sur les « lois genrées de la guerre »². Certains spécialistes des « viols de guerre » ont pu faire remarquer que leur propre intérêt avait été éveillé par leur résurgence en Europe lors des guerres dans l'ex-Yougoslavie notamment celle de Bosnie-Herzégovine (1992-1995). Sans nul doute, ce numéro de *Clio* est aussi marqué par son contexte de parution : de l'affaire Dutroux au #MeToo, des législations sur le harcèlement sexuel à la lutte contre la cybercriminalité pédophile, de l'activité des associations d'écoute des victimes aux manifestations de rue, des groupements de fidèles catholiques aux mouvements féministes, des politiques publiques de prévention aux enquêtes statistiques³, la violence sexuelle fait partie de l'actualité la plus brûlante. Dans cette conjoncture, ce sont les violences sexuelles inter-individuelles qui sont devenues un enjeu politique essentiel à l'échelle locale, nationale ou transnationale. Ce sont ces violences inter-individuelles, commises hors du contexte guerrier, sans directive expresse et sans dessein politique clairement établi (telles que l'humiliation de l'ennemi.e ou la souillure de sa descendance), ces violences quotidiennes et intimes jusque dans le cercle du couple et de la famille, qu'elles soient occasionnelles ou répétées, qui sont au centre de ce numéro de *Clio*.

² Voir aussi Branche & Virgili 2011 ; *Journal of the History of Sexuality*, 2017 ; Zipfel, Campbell & Mühlhäuser 2019.

³ Sur les politiques publiques, voir Delage 2017. On peut se référer, pour la France, aux enquêtes statistiques Enveff (Enquête nationale sur les violences faites aux femmes, 2000) [<https://www.centre-hubertine-auclert.fr/sites/default/files/fichiers/enveff-iledefrance-rapport.pdf>] (consulté le 1/12/2020) et Virage (Violences et rapports de genre, 2015) [<https://www.ined.fr/fr/publications/editions/document-travail/violences-rapports-genre/>] (consulté le 1/12/2020).

Pour éclairer le contexte dans lequel nous nous trouvons, nous avons choisi de demander à l'historienne Elisabeth Elgán, dans un exercice d'histoire immédiate, de retracer les premières étapes du #MeToo dans un pays, la Suède, qui en a pris très vite toute la mesure, y compris sur le plan législatif avec, en 2018, la loi sur le consentement explicite⁴. Mais l'essentiel des articles concerne des périodes bien plus anciennes, de la Rome antique jusqu'au XIX^e siècle et ce dans un cadre géographique précis qui est celui de l'Europe. Encore faut-il de nouveau relever que la conjoncture contemporaine pousse leurs auteur.es à identifier de nouveaux objets d'étude et à poser sur le passé un regard renouvelé. Certains des objets d'étude évoqués dans ce numéro sont de fait des objets neufs : il en est ainsi de la pédocriminalité des clercs, étudiée par Vincenzo Lagioia dans l'Italie des XVI^e et XVII^e siècles⁵. Comme le souligne Dorothea Nolde dans le bilan historiographique qu'elle consacre aux recherches européennes sur l'histoire des violences faites aux enfants, garçons et filles, l'essor de ce domaine d'études est contemporain des grandes affaires criminelles qui se sont succédé depuis les années 1990⁶. De même n'aurait-on sans doute pas recherché les traces du viol conjugal au XVII^e siècle comme le fait ici Marion Philip, ou à comprendre comment théologiquement on pouvait définir le consentement de l'épouse au début du XIX^e siècle comme le fait Claude Langlois, si le viol conjugal n'était entré dans certaines législations nationales dans un passé récent – en France dans la jurisprudence depuis 1992 – et n'avait suscité plus récemment des débats publics récurrents⁷. La constitution récente de groupes de recherches sur l'inceste et sur le harcèlement obéit au même désir de plonger dans l'histoire lesté de questionnements contemporains mais aussi à l'ambition d'éclairer le présent par le passé⁸.

⁴ Pour la France, voir Pavard, Rochefort & Zancarini-Fournel 2020 : 453-484.

⁵ Sur le même sujet, voir Langlois 2020 (compte rendu en fin de volume).

⁶ Voir la bibliographie dans ce volume de son actualité de la recherche et le compte rendu d'Isabelle Le Boulanger (2015) ici dans la rubrique « *Clio* a lu ». Le numéro 42 de *Clio* comporte également des articles sur le sujet : Bérard & Sallée 2015 ; Lett 2015 (voir également Lett 2018).

⁷ Sur la nuit de noces au XIX^e siècle, voir Mortas 2017.

⁸ Sur l'inceste, il s'agit de l'ANR DERVI (Dire, Entendre, Restituer les Violences Incestueuses), 2018 [<https://anr.fr/Projet-ANR-18-CE36-0003>] (consulté le 1/12/2020), rattaché aux Laboratoires Pléiade et Institut Marcel Mauss,

Certains des objets d'études de ce numéro ont cependant déjà connu des développements importants depuis une quarantaine d'années, et en premier lieu le viol des femmes. Il est désormais possible de s'appuyer sur une bibliographie relativement fournie qui permet des comparaisons entre périodes et, pour une même époque, entre différentes régions européennes. L'étude du viol a été entreprise à partir des années 1980 au sein de domaines d'études relativement différents mais tout de même liés entre eux, donnant lieu aux premières synthèses dont, pour la France, celle de Georges Vigarello parue en 1998. D'une part, pour une vaste période courant du Moyen Âge au XIX^e siècle, les historiens de la famille et du couple se sont intéressés aux violences commises dans les relations pré-nuptiales, ces « amours tragiques » qui ont laissé des traces dans toute la documentation judiciaire et d'assistance concernant les filles « séduites et abandonnées », les « filles perdues » et les prostituées, ainsi que les enfants illégitimes qui en naissaient⁹. Se penchant sur les rituels de la cour amoureuse, ils ont généralement avancé l'hypothèse d'une importante violence latente dans les relations sexuelles entre futurs époux¹⁰. Étudiant la prostitution, ils ont relevé à quel point la législation était conçue pour protéger la « femme de qualité » ou la femme d'honneur, tandis que les femmes de « mauvaise vie » ou les prostituées n'étaient pas censées pouvoir se défendre contre des violences sexuelles¹¹. La renommée de la victime était bien au cœur de la reconnaissance ou non d'une violence sexuelle, de son appréciation et de son jugement. D'autre part, les historiens de la criminalité se sont intéressés à la pénalisation du viol, étudiant des cas judiciaires précis tirés d'archives et des affaires célèbres, en tant qu'elles apparaissent exemplaires des imaginaires sociaux d'une époque¹². Enfin, la thématique a trouvé sa place dans l'histoire des

coordonné par Éléonore Le Caisne. Sur le même sujet, voir Lett 2016 ; Giuliani 2014 ; De Martini 2016 et 2017 ; Le Caisne 2014 (compte rendu en fin de volume). Sur le harcèlement, il s'agit du Projet AVISA (Historiciser la harcèlement sexuel), 2020, rattaché aux Laboratoires DYPAC, Centre Pierre Naville et MSH Saclay, coordonné par Armel Dubois-Nayt.

⁹ Fairchild 1978 ; Flandrin 1975 et 1981 ; Phan 1986.

¹⁰ Ruggiero 1985.

¹¹ Pour le Moyen Âge, Rossiard 1976, et pour la violence perpétrée dans les bordels médiévaux : Peris 1990 ; Mazzi 2018.

¹² Sur l'époque contemporaine : Edelman 2018 ; Demartini 2017.

femmes, en dialogue avec les mouvements féministes des années 1970 qui dénonçaient – en France à travers des affaires comme celle d'Aix-en-Provence défendue par Gisèle Halimi en 1978¹³ –, l'impunité dont jouissaient les violeurs depuis des siècles et participaient aux changements législatifs décisifs qui ont fait du viol un crime. Ces études ont été marquées par l'influent ouvrage de Susan Brownmiller paru en 1975 et par ses interprétations qui ont fait date¹⁴. On y trouve l'idée qu'il existe des invariants historiques en matière de viol : il s'agit d'un acte beaucoup plus fortement réprimé en théorie que dans la réalité, peu dénoncé par peur, honte et culpabilité de la victime et crainte du déshonneur de sa famille, qui se déroule souvent au sein d'un réseau de connaissances, dont les célibataires et les femmes de mauvaise renommée sont les principales cibles, et où le non-consentement ne va alors jamais de soi¹⁵. On y trouve également l'idée que le viol est un rappel à l'ordre à disposition des hommes, pour asseoir, par la peur et la culpabilité, leur pouvoir patriarcal. Filles mineures et femmes mariées étant considérées pendant longtemps comme la propriété de l'époux, ce n'est que progressivement que se serait amorcé le mouvement qui aurait fait de la femme une personne, victime en son nom propre d'un acte qui atteint son intégrité corporelle, son intériorité psychique et son autonomie de choix.

C'est sans doute cette évolution chronologique qui a été la plus discutée dans les études historiques sur le viol¹⁶. La datation de la période où se serait produite la rupture entre une législation protectrice de l'honneur masculin, fondée sur la notion de propriété, et une législation protectrice de la victime en tant que personne n'a donné lieu à aucun consensus¹⁷. Entre le XVI^e siècle et le XIX^e siècle, aucun changement n'est, semble-t-il, suffisamment significatif pour conforter la thèse d'une telle rupture, ni les évolutions de la définition juridique et

¹³ Voir Bard 2018 : 448-451 ; Pavard, Rochefort & Zancarini-Fournel 2020 : 307-315.

¹⁴ Brownmiller 1975.

¹⁵ Constat repris dans l'introduction de Bodiou *et al.* 2016 : 9-23 (compte rendu en fin de volume).

¹⁶ Thèse reprise par Bashar 1983 qui identifie un tournant en Angleterre au XVI^e siècle.

¹⁷ Toujours pour l'Angleterre, Chaytor (1995) place le tournant à la mi-XVII^e siècle ; Clark (1987) considère que le viol est encore conceptualisé comme une atteinte à la propriété aux XVIII^e et XIX^e siècles ; pour la Hollande voir van der Heijden 2000.

notamment de la place du consentement dans cette définition (déjà présente au Moyen Âge) ; ni la sociologie des plaignantes pour viol qui est relativement stable et fait apparaître la présence d'un très grand nombre de fillettes (propriétés) et de femmes célibataires des couches populaires sans attache (non propriétés) ; ni la persistance d'une législation sur le rapt à côté de celle sur le viol¹⁸ ; ni le traitement que réserve la justice aux plaignantes considérées parfois comme des victimes parfois comme des coupables suivant leur âge, leur statut social ou celui de leur agresseur, les circonstances plus ou moins atroces du crime, et suivant aussi les règles propres de la procédure engagée¹⁹. Néanmoins, si la perspective de retracer une évolution claire des modes de conceptualisation du viol sur la longue durée occidentale s'est éloignée, les travaux accumulés ont d'autant plus fait ressortir a contrario la spécificité du moment historique qui s'est ouvert depuis les années 1970 où la reconnaissance de la victime contrebalance la tendance à la considérer comme pécheresse, tentatrice, complice ou coupable²⁰.

Ils ont aussi mis en évidence qu'à aucune époque historique antérieure, la violence sexuelle n'a été réprouvée ou tolérée de façon unanime, comme le remarque Dorothea Nolde à propos des violences faites aux enfants. En ce sens, ce numéro de *Chlo* témoigne d'un moment historiographique où il est davantage porté attention à des configurations précises, à des moments singuliers, à des cas concrets, à des débats historiquement situés qu'aux perspectives diachroniques de grande ampleur. Cela ne signifie pas qu'il faille s'en tenir aux seules définitions données par les acteurs historiques, la recherche se situant, là comme ailleurs, dans une tension entre les catégories de pensée contemporaines des faits et celles qui sont contemporaines de l'historien. Certains gestes n'ont été, à certaines époques, considérés ni comme violents ni comme sexuels. En France, depuis le code pénal (1810) jusqu'à la loi de 1980, le viol ne pouvait être établi que dans le

¹⁸ Sur le rapt, voir Joye 2012 ; Vickermann-Ribémont & White-Le Goff (dir.) 2014 ; Haase-Dubosc 1999.

¹⁹ Voir les remarques de Simpson 1986 : 143 ; Baines 1998 : 72-73 ; Walker 1998 ; Ferron 2000 et 2003.

²⁰ Voir l'analyse de la loi française de 1980 par Debauche 2011 ; plus généralement sur l'évolution du droit en matière de violence sexuelle : Bérard 2013 ; *NQF* 2009 et 2010 ; Virgili 2011.

cas d'un « coït illicite avec une femme qu'on sait ne point consentir »²¹. Il ne pouvait donc être qu'hétérosexuel, commis hors des relations conjugales, et exclure toute forme de pénétration autre que le coït. Quant à la sodomie, sa polysémie la situait à la croisée des catégories de violence et de sexualité. Dans le monde chrétien, en tant qu'acte sexuel illicite (pénétration anale, masturbation, bestialité, etc.), elle était avant tout un péché – en France avant sa dépénalisation durant la Révolution française. Mais la sodomie pouvait également être poursuivie pour violence quand elle était perpétrée sur un enfant ou de façon collective et punitive²².

Significative de ce moment historiographique, une attention très fine portée à la documentation qui renseigne sur les violences sexuelles. On en connaît la rareté et on sait combien il faut de patience et de temps pour identifier par exemple dans des masses d'archives judiciaires les affaires pertinentes. Sans surprise, beaucoup des articles réunis ici ont pour bases ces archives judiciaires : archives du tribunal du podestat de Bologne (Didier Lett), archives des tribunaux ecclésiastiques italiens (Vincenzo Lagioia), archives de l'officialité et des tribunaux séculiers parisiens (Marion Philip), fonds des déclarations de grossesse de Toulouse (Mathieu Laflamme). Dans tous les cas, il s'agit de prêter une attention particulière à ce qui se joue dans la confrontation des points de vue qui s'expriment dans le cadre judiciaire, de retracer les positions respectives des plaignant.es, des accusés, des témoins, du personnel judiciaire, des voisins, parents et amis. L'attention aux mots ne concerne pas seulement le langage de la procédure mais aussi ce qui est exprimé par chacun, dans son parler propre, ou bien retranscrit par le greffier, dans un dispositif judiciaire où la parole est d'abord performative. Ce savoir-faire accumulé dans ce domaine de la lecture des sources judiciaires et de l'interprétation des récits est par ailleurs retracé par Sylvie Steinberg pour la période moderne.

Si les sources judiciaires sont nettement privilégiées dans les études sur la violence sexuelle, elles ne sont pas pour autant les seules à fournir

²¹ Garçon 1956.

²² Sur la pédocriminalité à la fin du Moyen Âge à Bologne : Lett 2018 et 2021 ; sur Rome à l'époque moderne, Baldassari 2005.

des éclairages. Aux sources de la justice, il y a les sources juridiques. Dans l'article qu'elle consacre à la législation romaine sur le « raptus », Nephélé Papakonstantinou montre que les corpus de lois peuvent être complétés par celui des Déclamations où les apprentis juristes s'exercent à régler des cas fictifs : ceux-ci apportent des éclaircissements sur le sens des concepts juridiques mais aussi sur le type de situations sociales que le droit régulait. Les règles de vie édictées dans les sagesses démotiques sont un autre type de source normative. Elles sont ici analysées par Christine Hue-Arcé. Là encore, leur interprétation passe par un travail philologique sur le sens des verbes employés dans de courts proverbes, afin de mettre en évidence l'absence de prise en considération (voire l'absence de notion) du consentement des femmes. C'est encore de morale dont il est question avec les textes théologiques du début du XIX^e siècle étudiés par Claude Langlois : à partir d'une question posée aux confesseurs afin de savoir quelle est la responsabilité de l'épouse quand son mari lui impose des relations non procréatives, celui-ci reconstitue la logique implicite d'un discours calquant sa réponse sur les solutions apportées par la doctrine dans le cas du viol, suivant un mode de raisonnement qui assimile l'illicite et le violent.

Parce que les sources sont rares, elles induisent des démarches de type micro-historique s'attachant à reconstituer des circonstances particulières et des modes opératoires. Dans l'archive de la violence, il y a des servantes qui vaquent à leurs occupations, des couples qui se fréquentent, des enfants qui jouent dans la cour, des voisins qui veillent, des jeunes filles qui gardent leur troupeau, des maîtres d'école qui éduquent leurs disciples. Alors les conditions de la rencontre, puis les gestes de la violence et les réactions des victimes composent des descriptions qui plongent le lecteur dans la brutalité des situations, parfois jusqu'à une horreur qui nécessite une réflexion sur sa restitution, à la bonne distance pour éviter le double écueil de l'euphémisation et du voyeurisme. Ces situations révèlent combien le corps est le terrain partagé de la violence et de la sexualité. Son effraction par la pénétration s'inscrit dans une extension maximale du sensible, opposant chez les protagonistes, la souffrance au plaisir, le rejet au désir. Cette frontière, poreuse, connaît de multiples tracés dont témoignent autant la description des gestes et leur perception antagoniste selon les acteurs. Car ceux-ci s'inscrivent dans des rapports de domination multiples qui

traversent la routine et le quotidien, des rapports de domination qui sont tout autant à l'œuvre dans la scène de violence que dans le regard porté sur elle par l'institution judiciaire et, au-delà, par la société. La domination masculine est au cœur de ces situations mais, comme le montrent les différents articles du numéro, elle s'entrecroise à chaque époque avec d'autres rapports de domination : relations sociales (libre/esclave, paysan/seigneur, maître/domestique), catégories d'âge, états matrimoniaux (époux, amants, concubins), que ces rapports soient inscrits dans des statuts et/ou des imaginaires.

Cette dernière observation n'est cependant pas tout à fait spécifique à la violence sexuelle puisqu'elle peut s'appliquer à la violence domestique également. Aucun article de ce numéro ne prétend sans doute répondre de façon définitive à cette question cruciale : « qu'est-ce qui est sexuel dans la violence sexuelle ? »²³ – qui est une autre façon de poser le problème de la définition. Néanmoins, au-delà de la spécificité de chaque situation, chacun sur son terrain documentaire cherche à répondre à quelques questions importantes. De quelle manière, à chaque époque, les normes de la masculinité et de la féminité intègrent-elles la contrainte et/ou la violence dans l'exercice de la sexualité, qu'elle soit hétérosexuelle, homosexuelle ou pédosexuelle ? Peut-on identifier à chaque époque un continuum entre les violences sexistes (s'exprimant par exemple par l'insulte, la vexation, la menace ou le harcèlement) et les violences sexuelles ? Suivant les époques, la violence sexuelle se place-t-elle toujours en continuité avec les autres formes de la domination masculine ou est-elle parfois une transgression de la masculinité « ordinaire » ou idéale telle que définie socialement ? À travers les mots qui disent la violence sexuelle, l'observation attentive des configurations dans lesquelles elle se déroule, les relations de pouvoir qui s'y nouent, la manière dont elles sont tolérées ou réprimées, il est finalement toujours question d'appréhender des régimes historiques de genre et de sexualité.

²³ Zipfel 2019. Voir aussi Loetz 2015.

Bibliographie

- BAINES Barbara J., 1998, « Effacing rape in early modern representation », *English Literary History*, 65/1, p. 69-98.
- BALDASSARI Marina, 2005, *Bande giovanili e vizio nefando: violenza e sessualità nella Roma barocca*, Roma, Viella.
- BARD Christine, 2018, « XX^e et début XXI^e siècle », in Sylvie STEINBERG (dir.), *Une histoire des sexualités*, Paris, Presses universitaires de France, p. 349-472.
- BASHAR Nazife, 1983, « Rape in England between 1550 and 1700 », in London Feminist History Group (ed.), *The Sexual Dynamics of History*, London, Pluto Press, p. 28-42.
- BÉRARD Jean, 2013, *La Justice en procès. Les mouvements de contestation face au système pénal (1968-1983)*, Paris, Presses de Sciences Po.
- BÉRARD Jean & Nicolas SALLÉE, 2015, « Les âges du consentement. Militantisme gai et sexualité des mineurs en France et au Québec (1970-1980) », *Clio. Femmes, Genre, Histoire*, 42, p. 99-124.
- BODIOU Lydie, Frédéric CHAUVAUD, Ludovic GAUSSOT, Marie-José GRIHOM & Myriam SORIA (dir.), 2016, « Introduction », in *Le Corps en lambeaux. Violences sexuelles et sexuées faites aux femmes*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, p. 9-23.
- BOZON Michel, 1999, « Les significations sociales des actes sexuels », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 128, p. 3-23.
- BRANCHE Raphaëlle & Fabrice VIRGILI (dir.), 2011, *Viols en temps de guerre*, Paris, Payot & Rivages.
- BROWNMILLER Susan, 1975, *Against Our Will: men, women and rape*, New York, Simon and Schuster [traduit en français par Anne Villelaur sous le titre : *Le Viol*, Paris, 1976].
- CHAYTOR Miranda, 1995, « Husband(ry): narratives of rape in the XVIIth century », *Gender & History*, 7/3, p. 378-407.
- CLARK Alice, 1987, *Women's Silence, Men's Violence: sexual assault in England, 1770-1845*, London, Pandora.
- DEBAUCHE Alice, 2011, *Viol et rapports de genre. Émergence, enregistrements et contestations d'un crime contre la personne*, Paris, Presses de Sciences Po.
- DELAGE Pauline, 2017, *Violences conjugales. Du combat féministe à la cause publique*, Paris, Presses de Sciences Po.

- DEMARTINI Anne-Emmanuelle, 2016, « Dire l'inceste. De la parole de Violette Nozière au discours de l'historien (1933-2015) », *Sociétés & Représentations*, 2/42, p. 45-57.
- , 2017, *Violette Nozière, la fleur du mal. Une histoire des années trente*, Ceyzérieu, Champ Vallon.
- EDELMAN Nicole, 2018, *L'Impossible consentement. L'affaire Joséphine Hughes*, Paris, Éditions du Détour.
- FAIRCHILD Cissie, 1978, « Female sexual attitudes and the rise of illegitimacy: a case study », *Journal of interdisciplinary history*, 8/4, p. 627-667.
- FERRON Laurent, 2000, « La répression pénale des violences sexuelles au XIX^e siècle : l'exemple du ressort de la cour d'appel d'Angers », thèse de doctorat d'histoire, sous la dir. de Jacques-Guy Petit, Université d'Angers.
- , 2003, « Prouver le crime de viol au XIX^e siècle », in Bruno LEMESLE (dir.), *La Preuve en justice de l'Antiquité à nos jours*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, p. 211-219.
- FLANDRIN Jean-Louis, 1975, *Les Amours paysannes (XVI^e-XIX^e siècle)*, Paris, Gallimard-Juliard, coll. « Archives ».
- , 1981, *Le Sexe et l'Occident. Évolution des attitudes et des comportements*, Paris, Le Seuil.
- GARÇON Émile, 1956, *Code pénal annoté*, nouvelle édition refondue et mise à jour par Marcel ROUSSELET, Maurice PATIN et Marc ANCEL, t. 2, art. 295 à 401, Paris, Sirey.
- GAUDILLAT CAUTELA Stéphanie, 2006, « Questions de mot. Le viol au XVI^e siècle, un crime contre les femmes ? », *Clio. Histoire, Femmes et Sociétés*, 24, p. 57-74.
- GIULIANI Fabienne, 2014, *Les Liaisons interdites. Histoire de l'inceste au XIX^e siècle*, Paris, Publications de la Sorbonne.
- HAASE-DUBOSC Danielle, 1999, *Ravie et enlevée. De l'enlèvement des femmes comme stratégie matrimoniale au XVII^e siècle*, Paris, Albin Michel.
- Journal of the History of Sexuality*, 2017, « Transgressive sex, love, and violence in World War II Germany and Britain », 26/3, numéro spécial.
- JOYE Sylvie, 2012, *La Femme ravie. Le mariage par rapt dans les sociétés occidentales du haut Moyen Âge*, Turnhout, Brepols.
- LANGLOIS Claude, 2020, *On savait mais quoi ? La pédophilie dans l'Église de la Révolution à nos jours*, Paris, Le Seuil.

- LE BOULANGER Isabelle, 2015, *Enfance bafouée. La société rurale bretonne face aux abus sexuels du XIX^e siècle*, préface de Frédéric Chauvaud, Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- LE CAISNE Léonore, 2014, *Un inceste ordinaire : et pourtant tout le monde savait*, Paris, Belin/FMSH, Éditions de la Maison des sciences de l'homme.
- LETT Didier, 2015, « Genre et violence sexuelle à l'encontre des enfants dans les archives judiciaires de Bologne au XV^e siècle », *Clio. Femmes, Genre, Histoire*, 42, p. 202-215.
- , 2016, « L'inceste père-fille à la fin du Moyen Âge : un crime, un péché de luxure ou un acte consenti ? », *Sociétés & Représentations*, 42, (« Dire l'inceste »), p. 15-30.
- , 2018, « Genre et violences sexuelles commises contre des enfants dans les registres judiciaires de Bologne au XV^e siècle », *Annales de démographie historique*, 135, p. 141-172.
- , 2021, *Viols d'enfants. Genre et pédocriminalité à Bologne à la fin du Moyen Âge*, Paris, Presses universitaires de France (à paraître).
- LOETZ Francisca, 2015, *A New Approach to the History of Violence: « sexual assault » and « sexual abuse » in Europe, 1500-1850*, Leiden/Boston, Brill.
- MAZZI Maria Serena, 2018, « La violenza sulle donne pubbliche », in Anna ESPOSITO, Franco FRANCESCHI & Gabriella PICCINNI (a cura di), *Violenza alle donne. Una prospettiva medievale*, Bologna, Il Mulino, p. 85-106.
- MORTAS Pauline, 2017, *Une Rose épinouse : la défloration au XIX^e siècle en France*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- Nouvelles Questions Féministes* (NQF), 2009, « Le droit à l'épreuve du genre : les lois du genre (I) », 28/2.
- , 2010, « Quand les mouvements féministes font (avec) la loi : les lois du genre (II) », 29/1.
- PAVARD Bibia, ROCHEFORT Florence & Michelle ZANCARINI-FOURNEL, 2020, *Ne nous libérez pas, on s'en charge. Une histoire des féminismes de 1789 à nos jours*, Paris, La Découverte.
- PERIS M. Carmen, 1990, « La prostitución valenciana en la segunda mitad del siglo XIV », *Revista d'Historia medieval*, 1, p. 179-199.
- PHAN Marie-Claude, 1986, *Les Amours illégitimes. Histoires de séduction en Languedoc (1676-1786)*, Paris, Éditions du CNRS.
- ROSSIAUD Jacques, 1976, « Prostitution, jeunesse et société dans les villes du Sud-Est de la France au XV^e siècle », *Annales ESC*, 2, p. 239-325.

- RUGGIERO Guido, 1985, *The Boundaries of Eros: sex crime and sexuality in renaissance Venice*, New York, Oxford University Press.
- SIMPSON Antony E., 1986, « The “Blackmail Myth” and the prosecution of rape and its attempt in eighteenth-century London: the creation of a legal tradition », *Journal of Criminal Law and Criminology*, 77/1, p. 101-150.
- VAN DER HEIJDEN Manon, 2000, « Women as victims of sexual and domestic violence in seventeenth-century Holland: criminal cases of rape, incest and maltreatment in Rotterdam and Delft », *Journal of Social History*, 33/3, p. 623-644.
- VICKERMANN-RIBÉMONT Gabriele & Myriam WHITE-LE GOFF (dir.), 2014, *Rapts. Réalités et imaginaire du Moyen Âge aux Lumières*, Paris, Classiques Garnier.
- VIGARELLO Georges, 1998, *Histoire du viol. XVI^e-XX^e siècle*, Paris, Le Seuil.
- VIRGILI Fabrice, 2011, « Viol (Histoire du) », in Michela MARZANO (dir.), *Dictionnaire de la violence*, Paris, Presses universitaires de France, p. 1423-1429.
- WALKER Garthine, 1998, « Rereading rape and sexual violence in early modern England », *Gender & History*, 16, p. 1-25.
- ZIPFEL Gaby, 2019, « What is sexual, about sexual violence? », in Gaby ZIPFEL, Kirsten CAMPBELL, Regina MÜHLHÄUSER (eds), *In Plain Sight: sexual violence in armed conflict*, New Delhi, Zubaan Books, p. 203-219.
- ZIPFEL Gaby, CAMPBELL Kirsten, MÜHLHÄUSER Regina (eds), 2019, *In Plain Sight: sexual violence in armed conflict*, New Dehli, Zubaan Books.